
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1853.

Augmentation du personnel de la Cour d'appel et du tribunal de première instance de Bruxelles.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles a été réduit par la loi du 13 juin 1849; le nombre des conseillers qui, y compris les présidents, était de 27, a été fixé à 21.

La réduction devait s'opérer au fur et à mesure de la vacance des places.

D'abord, sur leur demande, deux conseillers furent, aux termes de la loi et dans le délai fixé par elle, mis en disponibilité.

Ensuite, deux autres conseillers sont venus à décéder. De ces deux circonstances il résulte que le personnel de la Cour est actuellement réduit à 23 conseillers.

Ce nombre est devenu insuffisant pour l'administration régulière de la justice dans le ressort.

Toutes les autorités sont unanimes pour le reconnaître dans les rapports qui ont été adressés au Département de la Justice.

D'autres réclamations, qui ont même trouvé de l'écho au sein de la Chambre des Représentants, sont venues s'y joindre.

Le Gouvernement a considéré comme fondés ces rapports et ces réclamations que justifie le mouvement indiqué par le tableau des affaires tant civiles que repressives dont la Cour a eu à connaître depuis 1840 jusqu'à 1852.

J'ajouterai que l'arriéré de la Cour, constaté le 12 avril 1853, après les appels généraux des causes, monte au chiffre énorme de 528 affaires, indépendamment de 103 appels correctionnels restant à juger par la quatrième chambre.

Les nécessités du service exigent donc une augmentation du personnel de la Cour d'appel de Bruxelles, augmentation qui ne sera que provisoire, mais dont le chiffre définitif sera déterminé d'après les appréciations de la commission d'organisation judiciaire.

Cette augmentation a paru devoir, pour le moment, consister en deux conseillers et un avocat général ; elle porterait ainsi, y compris les présidents, le nombre des membres de la Cour d'appel de Bruxelles à 25 et celui des avocats généraux près ce siège, à 4, c'est-à-dire aux termes des lois existantes, un avocat général pour chaque chambre.

Cette mesure aurait pour résultat de maintenir la quatrième chambre dont l'existence est reconnue indispensable.

La même insuffisance de personnel s'est aussi depuis longtemps fait sentir au tribunal de première instance de Bruxelles dont les juges suppléants siègent en permanence, ce qui est contraire à l'esprit de la loi qui ne considère que comme essentiellement accessoire, le service de ces magistrats.

Cet état de choses donne lieu à d'incessantes réclamations de la part des autorités judiciaires.

La nécessité d'une augmentation de personnel est démontrée, au surplus, par le tableau des affaires civiles et correctionnelles qui ont été portées à la connaissance du tribunal pendant la période de 1843 à 1852.

Il est nécessaire d'y former une chambre provisoire dont le maintien ou la suppression, par voie d'extinction, dépendrait de l'organisation définitive des cours d'assises et qui, en attendant, expédierait l'arriéré qui pèse sur ce tribunal : dans ces termes, il y aurait lieu de nommer à ce siège deux juges et un substitut ; un nouveau commis greffier devrait de plus y être attaché.

Cette augmentation porterait, y compris le président et les vice-présidents, le nombre des juges du tribunal de première instance de Bruxelles à quinze et celui des substituts du procureur du roi à cinq.

La dépense nécessaire pour l'adoption de ces mesures s'élèverait à 28,000 francs environ, somme qui ne grèverait le budget de 1853 que pour sept à huit mois seulement, c'est-à-dire à concurrence de 17,000 à 18,000 francs.

Tel est, Messieurs, le but du projet que j'ai l'honneur de soumettre, au nom du Roi, à vos prochaines délibérations. L'augmentation qu'il consacre répond à des besoins réels et à des plaintes fondées sur la lenteur de la justice dans la capitale. Cette mesure a un caractère purement transitoire, car l'appréciation définitive du personnel de tous les corps judiciaires du pays sera faite par la commission d'organisation judiciaire : des propositions motivées seront soumises à la Législature à l'ouverture de la prochaine session ; elles répondront aux nécessités qu'aura constatées une investigation sérieuse que j'ai ordonnée et dont les éléments seront soumis à l'appréciation de la commission d'organisation judiciaire.

Le Ministre de la Justice,

CH. FAIDER.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles est porté à vingt-cinq membres, savoir : un premier président, trois présidents de chambre et vingt et un conseillers.

ART. 2.

Le personnel du parquet de cette Cour est augmenté d'un avocat-général.

ART. 3.

La première nomination aux places de conseiller, auxquelles il y aurait lieu de pourvoir en vertu de la présente loi, sera faite par le Roi.

ART. 4.

Le personnel du tribunal de première instance de Bruxelles est augmenté de deux juges, d'un substitut du procureur du roi et d'un juge suppléant.

Donné à Laeken, le 18 avril 1853.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

CH. FAIDER.

(1)

(ANNEXE AU N° 216.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1852-1853.

**Augmentation du personnel de la Cour d'appel et du tribunal de
première instance de Bruxelles.**

ÉTATS DES TRAVAUX DES COURS D'APPEL —

ANNÉES JUDICIAIRES.	CAUSES A JUGER,			ARRÊTS rendus avant de statuer au fond.	ARRÊTS AU FOND.				
	pendantes au commencem ^t de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		CONTRADICTOIRES.			par défaut non susceptibles d'opposition.	
					confirmatifs.	INFIRMATIFS			
						en tout.	en partie seulement.		

COUR D'APPEL

1840 — 1841	893	435	1,348	121	254	58	59	5
1841 — 1842	751	423	1,174	115	205	40	47	11
1842 — 1843	385	412	997	74	197	80	39	7
1843 — 1844	497	423	920	94	205	52	54	15
1844 — 1845	298	379	677	26	114	44	38	10
1845 — 1846	381	420	801	22	159	29	28	25
1846 — 1847	379	364	743	17	137	58	38	15
1847 — 1848	423	460	883	18	131	29	30	22
1848 — 1849	495	465	960	38	188	53	33	21
1849 — 1850	467	329	796	10	135	59	26	19
1850 — 1851	426	355	781	25	143	42	27	23
1851 — 1852	480	314	794	16	131	34	29	16

COUR D'APPEL

1840 — 1841	221	139	360	46	89	18	16	15
1841 — 1842	169	144	313	52	57	18	11	12
1842 — 1843	189	126	315	39	35	28	14	15
1843 — 1844	206	109	315	51	45	19	18	14
1844 — 1845	191	122	313	43	58	16	6	6
1845 — 1846	205	121	326	10	61	16	12	1
1846 — 1847	118	103	221	11	41	20	11	8
1847 — 1848	124	116	240	3	49	16	15	4
1848 — 1849	115	102	217	14	55	18	10	6
1849 — 1850	81	114	195	12	46	12	8	4
1850 — 1851	97	93	190	16	47	15	10	3
1851 — 1852	80	90	170	22	36	19	15	3

COUR D'APPEL

1840 — 1841	372	269	641	119	120	37	49	25
1841 — 1842	293	216	509	96	98	28	47	26
1842 — 1843	232	214	446	92	91	31	36	15
1843 — 1844	233	185	418	78	90	20	37	11
1844 — 1845	212	197	409	73	81	27	45	8
1845 — 1846	219	209	428	23	115	46	38	20
1846 — 1847	145	219	364	50	104	33	26	14
1847 — 1848	141	228	369	48	110	30	34	19
1848 — 1849	161	204	365	74	91	34	28	4
1849 — 1850	176	203	379	40	117	26	27	15
1850 — 1851	164	217	381	37	133	24	15	14
1851 — 1852	170	174	344	31	80	21	25	7

I. En matière civile et commerciale (1840-1844 à 1851-1852).

CAUSES TERMINÉES.						par désistement, transaction, ou radiation du rôle.	TOTAL.	CAUSES restant à juger à la fin de l'année judiciaire.	Observations.
PAR ARRÊT.									
1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	3 ^e chambre.	4 ^e chambre.	Chambres réunies.	TOTAL.				

DE BRUXELLES.

118	117	103	37	1	376	221	597	751	(a) Le nombre des causes inscri- tes aux rôles des quatre chambres de la Cour, et res- tant à juger le 12 avril 1853, s'é- levait : 1 ^{re} chambre à 166 2 ^e id. 146 3 ^e id. 195 4 ^e id. 21 TOTAL . . . 528
95	60	100	48	"	303	288	589	585	
73	86	124	35	5	323	177	500	497	
72	124	92	28	"	326	296	622	298	
46	68	78	14	"	206	90	296	381	
66	76	69	30	1	241	181	422	379	
63	87	92	2	4	248	72	320	423	
81	55	48	28	"	212	176	388	495	
86	87	89	33	"	295	198	493	467	
81	75	82	1	"	239	131	370	426	
62	113	60	"	"	235	66	301	480	
75	71	64	"	"	210	81	291	503 ^(a)	

DE GAND.

75	63	"	"	"	138	53	191	169
53	45	"	"	"	98	26	124	189
61	31	"	"	"	92	17	109	206
55	38	"	"	3	96	28	124	191
57	28	"	"	1	86	22	108	205
61	29	"	"	"	90	118	208	118
54	25	"	"	1	60	17	97	124
50	31	"	"	3	84	41	125	115
51	37	"	"	1	89	47	136	81
42	25	"	"	3	70	28	98	97
49	21	"	"	5	75	35	110	80
52	20	"	"	1	73	10	83	87

DE LIÈGE.

102	89	39	"	1	231	117	348	293
91	74	34	"	"	199	78	277	232
72	77	24	"	"	173	40	213	232
68	68	22	"	"	158	48	206	212
71	65	24	"	1	161	29	190	219
105	76	38	"	"	219	64	283	145
81	62	34	"	"	177	46	223	141
81	63	49	"	"	193	15	208	161
65	58	34	"	"	157	32	189	176
92	93	"	"	"	183	30	213	164
112	74	"	"	"	186	25	211	170
74	63	"	"	"	137	17	154	190

III. Nombre et durée des audiences, en matière civile et criminelle.

(1840-1841 à 1851-1853.)

ANNÉES:	NOMBRE DES AUDIENCES (NON COMPRIS LES AUDIENCES DES VACATIONS).					NOMBRE D'HEURES CONSACRÉES AUX AUDIENCES.						
	CIVILES.			Chambre des appels correctionnels.	Chambre des mises en accusation.	Cour d'assises.	CIVILES.			Chambre des appels correctionnels.	Chambre des mises en accusation.	Cour d'assises.
	1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	3 ^e chambre.				1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	3 ^e chambre.			

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1840 — 1841	107	109	110	119	50	86	408	396	312	594	56	597
1841 — 1842	102	88	95	119	54	116	577	279	259	401	55	551
1842 — 1845	77	97	89	117	48	100	247	276	268	531	49	410
1845 — 1844	114	127	123	127	43	84	533	361	501	542	44	556
1844 — 1845	91	82	121	126	43	94	272	255	555	580	44	455
1845 — 1846	87	99	101	116	45	115	265	287	259	370	44	505
1846 — 1847	87	88	103	123	41	112	280	248	281	554	42	517
1847 — 1848	111	95	91	119	56	95	544	262	236	314	49	428
1848 — 1849	125	103	118	123	50	49	402	302	551	405	51	215
1849 — 1850	122	122	113	125	50	"	375	377	559	589	51	"
1850 — 1851	120	123	121	121	53	"	500	373	519	410	46	"
1851 — 1852	121	124	118	123	59	"	580	333	510	409	42	"

COUP D'APPEL DE GAND.

1840 — 1841	118	85	"	52	43	74	281	200	"	146	"	517
1841 — 1842	90	70	"	64	56	68	227	149	"	181	"	297
1842 — 1845	85	81	"	49	50	67	202	147	"	155	"	270
1845 — 1844	88	82	"	46	55	75	225	184	"	158	"	311
1844 — 1845	87	61	"	47	27	41	216	141	"	144	"	176
1845 — 1846	91	72	"	58	19	54	218	174	"	120	"	246
1846 — 1847	86	73	"	46	26	48	224	184	"	167	65	172
1847 — 1848	80	77	"	55	25	57	185	189	"	201	54	226
1848 — 1849	81	67	"	44	26	36	198	168	"	157	60	245
1849 — 1850	86	48	"	74	22	"	254	116	"	241	45	"
1850 — 1851	98	47	"	82	28	"	259	114	"	252	60	"
1851 — 1852	100	45	"	78	52	"	265	97	"	249	48	"

COUR D'APPEL DE LIÈGE.

1840 — 1841	142	155	52	45	54	56	474	451	189	159	55	267
1841 — 1842	150	150	55	57	46	26	440	425	170	117	58	217
1842 — 1843	124	129	55	54	55	56	416	426	96	116	45	158
1843 — 1844	128	149	49	47	52	54	445	409	144	146	18	156
1844 — 1845	155	147	56	65	49	25	455	595	165	215	22	101
1845 — 1846	151	145	55	48	59	45	555	578	149	155	54	185
1846 — 1847	146	147	60	54	74	27	515	550	174	189	59	126
1847 — 1848	152	148	69	48	60	28	424	581	214	175	51	116
1848 — 1849	117	150	55	46	52	25	574	408	178	155	26	114
1849 — 1850	155	115	"	66	57	"	505	384	"	228	19	"
1850 — 1851	160	109	"	81	57	"	544	555	"	280	18	"
1851 — 1852	149	112	"	81	28	"	517	348	"	282	15	"

État des travaux du tribunal de première instance, à Bruxelles, en matière civile et répressive (1840 à 1852).

ANNÉES.	AFFAIRES CIVILES					ANNÉES.	AFFAIRES CORRECTIONNELLES.				ASSISES		Observations.		
	nouvelles introduites.	TERMINÉS		restant à juger à la fin de l'année.	Total des affaires jugées.		Nombre des prévenus.	FOMRE DES			Nombre des accusés.	ACCUSSIONS CONTRADICTOIRES.			
		PAR JUGEMENTS	par défaut.					par transaction ou radiation du rôle.	crimes correctionnalisés.	délits (code pénal).				contraventions à des lois spéciales.	Nombre des accusations.
1840—1841	925	311	295	400	532	1841	51	942	407	1,400	1,944	"	"	(c) Au 31 décembre 1852, le nombre des affaires correctionnelles, restant à juger, s'élevait à 241.	
1841—1842	855	377	300	324	391	1842	62	1,060	555	1,677	2,367	"	"		
1842—1843	880	327	251	290	412	1843	74	1,230	728	2,032	3,046	"	"		
1843—1844	751	299	251	261	369	1844	80	1,049	711	1,840	2,722	"	"		
1844—1845	888	337	174	216	560	1845	96	1,252	829	2,174	3,297	"	"		
1845—1846	1,028	364	319	487	429	1846	102	2,108	1,148	3,358	4,819	"	"		
1846—1847	1,171	284	308	542	493	1847	124	2,888	1,605	4,617	7,512	"	"		
1847—1848	962	333	316	400	421	1848	58	2,721	1,230	4,009	5,812	"	"		
1848—1849	785	311	244	297	361	1849	137	2,775	1,585	4,497	7,435	23	38		
1849—1850	714	280	218	273	309	1850	163	1,135	1,282	2,580	4,472	31	44		
1850—1851	707	249	255	206	333	1851	219	1,162	997	2,578	3,792	37	52		
1851—1852	676	280	191	217	354	1852	173	891	730	1,794 ^(a)	2,609	14	15		

État des audiences en matière civile et répressive.

ANNÉES.	NOMBRE DES AUDIENCES (NON COMPRIS LES AUDIENCES DES VACATIONS).					NOMBRE D'HEURES CONSACRÉES AUX AUDIENCES.				
	1 ^{re} CHAMBRE civile.	2 ^e CHAMBRE civile.	3 ^e CHAMBRE		COUR D'ASSISE.	1 ^{re} CHAMBRE civile.	2 ^e CHAMBRE civile.	3 ^e CHAMBRE		COUR D'ASSISE.
			civile.	correc- tionnelle.				civile.	correc- tionnelle.	
1840—1841	166	169	38	124	»	516	529	98	456	»
1841—1842	124	121	44	127	»	440	382	120	450	»
1842—1843	130	126	41	129	»	498	382	106	519	»
1843—1844	127	134	39	142	»	489	483	111	509	»
1844—1845	124	125	41	126	»	452	483	169	532	»
1845—1846	125	124	44	125	»	492	425	101	467	»
1846—1847	125	123	13	172	»	506	460	60	796	»
1847—1848	125	125	7	160	»	484	446	31	633	»
1848—1849	125	127	»	167	»	499	489	»	833	»
1849—1850	122	129	»	170	61	498	472	»	724	401
1850—1851	126	126	»	165	63	454	427	»	645	374
1851—1852	124	121	»	173	72	510	446	»	673	412